



WORM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



Numéro 112 - Novembre 2006

LE THÈME CENTRAL DU PRÉSENT NUMÉRO : LES BIOCARBURANTS

Le grave problème du réchauffement planétaire, l'augmentation du prix du pétrole, la dépendance des pays industrialisés de réserves pétrolières situées hors de leurs frontières, les intérêts des agro-industries toujours après au gain et les modes de vie « occidentaux » fortement consommateurs de carburant (surtout dans le domaine des transports) ont donné naissance aux carburants d'origine végétale. Tels qu'ils sont présentés – à grande échelle, favorables à la mondialisation, consolidant le pillage des ressources naturelles des peuples – les biocarburants offrent une « solution » de la crise énergétique qui équivaut à prendre un tournant de 360°... autrement dit, à faire en sorte que rien ne change.

NOTRE OPINION

- Les biocarburants : une grave menace masquée de vert

BIOCARBURANTS : UN TOURNANT DE 360°

- La crise énergétique et une mauvaise solution
- La production de biocarburants à grande échelle : bonne pour les pouvoirs, mauvaise pour le climat et les gens
- Qui tire profit de l'affaire des biocarburants?
- L'industrie de la pâte à papier et le boum des biocarburants
- Des problèmes en cascade : le peuplier transgénique, la cellulose et les biocarburants

LES BIOCARBURANTS SUR LE TERRAIN

- Brésil : souveraineté énergétique vs souveraineté alimentaire
- Cameroun : les plantations de palmier à huile encouragées par le nouveau marché des biocarburants portent atteinte aux moyens de vie de la population
- Colombie : le biodiesel de palmier à huile
- Indonésie : l'expansion du palmier à huile pour la production de biocarburants apporte plus d'exploitation que de croissance
- Malaisie : le prix exorbitant d'un carburant bon marché

NOTRE OPINION

– Les biocarburants : une grave menace masquée de vert

L'idée de remplacer les carburants d'origine fossile par des biocarburants (produits à partir de la biomasse végétale) peut paraître un pas dans la bonne direction pour éviter l'aggravation du changement climatique. Pourtant, non seulement les plans pour leur production et leur utilisation ne sont pas la solution de ce problème mais ils en aggravent bien d'autres.

Les biocarburants que l'on propose d'adopter sont le biodiesel (obtenu à partir des plantes oléagineuses) et l'éthanol (obtenu à partir de la fermentation de la cellulose contenue dans les végétaux). Parmi les nombreuses cultures qui s'adaptent à cette fin figurent le soja, le maïs, le colza,

l'arachide, le tournesol, le palmier à huile, la canne à sucre, le peuplier et l'eucalyptus.

Étant donné que les grands consommateurs du Nord n'envisagent pas de réduire vraiment leur consommation démesurée de carburants et que, dans la plupart des cas, ils ne disposent pas de terres agricoles suffisantes pour produire la matière première nécessaire à l'élaboration de leurs propres biocarburants, leurs gouvernements et leurs entreprises prévoient d'encourager, surtout dans les pays du Sud, les cultures destinées à la production de biodiesel et d'éthanol.

Il faut souligner que, dans les régions boisées du Sud, une telle politique n'impliquera aucun changement en matière d'exploitation pétrolière ou gazière. Celle-ci va non seulement se poursuivre mais s'élargir, puisque les carburants fossiles continueront d'être l'élément principal de la matrice énergétique des pays du Nord. Par contre, l'affaire des biocarburants ajoutera de nouvelles atteintes à celles que subissent déjà les forêts.

Le soja et le palmier à huile, qui semblent être les principaux candidats pour la production de biodiesel à l'échelle industrielle, suffisent à prouver ce qui précède. Le premier est devenu la principale cause de déboisement dans l'Amazonie brésilienne et au Paraguay, même avant que l'on commence à le planter pour produire de l'énergie. Le deuxième est lui aussi la cause principale de déboisement en Indonésie, et commence à porter atteinte aux forêts dans bien d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

D'autre part, on a déjà commencé à mettre au point des techniques pour transformer le bois en éthanol (en utilisant des organismes génétiquement modifiés), de sorte que l'industrie des biocarburants poussera à élargir encore les monocultures d'arbres à croissance rapide, aussi bien dans les zones boisées (ce qui augmentera la déforestation) que dans les régions de prairie.

Autant le déboisement que le changement d'affectation des prairies impliquent la libération du carbone stocké. À cela s'ajoutent les émissions découlant de la culture, le traitement et le transport des biocarburants, qui se font surtout à base de pétrole et d'autres éléments émetteurs de gaz à effet de serre : la fabrication des machines utilisées, le carburant utilisé pour les faire fonctionner, la production et l'utilisation d'engrais et de produits agrochimiques toxiques, les camions et les bateaux pour les transporter jusqu'à destination, etc. Autrement dit, le bilan net du carbone dans les zones consacrées à la production de biocarburants risque même d'être négatif, augmentant ainsi la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ; or, c'est précisément cela que l'on prétend éviter.

En définitive, non seulement l'utilisation de biocarburants ne résout pas le problème du changement climatique mais elle implique d'aggraver encore d'autres problèmes également graves.

En effet, des dizaines ou des centaines de millions d'hectares de terres fertiles seront concentrées sous le pouvoir de grandes transnationales et passeront de la production d'aliments à la production de carburants... dans un monde où la faim et la malnutrition sont des problèmes très graves. Au cours du même processus, des millions de producteurs ruraux et de petits agriculteurs seront expulsés et devront émigrer vers les ceintures de misère des grandes villes. Les forêts cesseront d'assurer la subsistance de millions de personnes qui en dépendent, pour être remplacées par du soja, du palmier à huile ou d'autres cultures énergétiques. L'eau sera contaminée (par suite de l'utilisation de produits agrochimiques) ou disparaîtra (par suite de la plantation d'arbres à croissance rapide) ; la faune locale sera gravement affectée par d'énormes déserts verts qui ne lui fourniront pas de nourriture ; la flore indigène disparaîtra, remplacée par de vastes monocultures, et de nombreuses espèces seront contaminées par les organismes génétiquement modifiés qui y seront utilisés, tandis

que la monoculture et l'usage de produits chimiques dégradera les sols.

Il est donc évident que cette solution n'est pas la bonne, ni pour les gens ni pour l'environnement. Pourtant, il s'agit d'une excellente opportunité d'affaires pour de grandes entreprises qui opèrent au plan national et, surtout, pour les transnationales : celles du secteur de production et de commercialisation de produits agricoles pour l'exportation, les industries biotechnologique et chimique (qui augmenteront leurs ventes de matériel transgénique et de fournitures agricoles), l'industrie automobile (qui pourra continuer de se développer sous une couverture « verte »), les nouvelles entreprises apparues sur le sillage des biocarburants et les sociétés pétrolières elles-mêmes, qui sont déjà en train de se joindre à cette nouvelle affaire lucrative.

C'est la raison pour laquelle tant de gouvernements, d'organismes d'aide, d'agences bilatérales ou multilatérales et d'experts internationaux concourent à promouvoir une solution aussi absurde : pour servir les intérêts de ces groupes économiques puissants qui sont ceux qui dictent les politiques mondiales et les tournent à leur profit.

Il faut pourtant préciser que le problème ne réside pas dans les biocarburants eux-mêmes. Au contraire : dans une approche appropriée pour la société et l'environnement ils peuvent servir à satisfaire une partie des besoins énergétiques de nos pays et surtout ceux des populations locales. Le problème réside dans le modèle dans lequel ils s'insèrent, qui comporte la production à grande échelle, la monoculture, l'usage massif de fournitures extérieures, l'utilisation de transgéniques, la mécanisation et l'exportation pour alimenter la consommation démesurée d'énergie dans le Nord.

Il est donc impérieux de faire face à cette nouvelle menace qui plane sur les peuples et les écosystèmes du Sud, et intégrer la question des biocarburants à la lutte pour la défense des forêts et de la diversité biologique, contre l'avancée des monocultures et des transgéniques, pour la souveraineté alimentaire et pour le droit des peuples à choisir leur propre destinée.

[index](#)

BIOCARBURANTS : UN TOURNANT DE 360°

– La crise énergétique et une mauvaise solution

En 1972, une étude sur la tendance à l'augmentation de la consommation mit en alerte les politiciens et les scientifiques du monde entier : « Les limites de la croissance ». Rédigé à la demande d'un groupe international de chercheurs et d'industriels connu sous le nom de Club de Rome, ce rapport est devenu un classique pour l'analyse des relations entre la production et l'environnement.

Pendant les années 1970 et une bonne partie des années 1980, diverses théories et études cherchèrent à analyser le problème des limites que la nature impose au modèle de développement. En 1990, les fortes tendances néolibérales balayèrent la plupart de ces efforts, et l'idée d'une croissance illimitée fondée sur les progrès technologiques devint majoritaire dans les milieux politiques et scientifiques du monde entier.

Pourtant, le thème de l'énergie vient maintenant nous rappeler, au XXI^e siècle, ces prévisions d'autrefois, qui annonçaient que tout dans la vie a une limite.

Les sources et l'utilisation de l'énergie

Il y a deux sortes de sources d'énergie : celles qui sont renouvelables et celles qui ne le sont pas. L'énergie solaire, l'énergie éolienne (du vent), l'énergie géothermique (de la chaleur du centre de la Terre), celle de la biomasse des plantes et l'énergie hydraulique (de l'eau) proviennent de sources renouvelables et pratiquement inépuisables, les unes en raison de l'immense quantité d'énergie qu'elles contiennent, les autres parce qu'elles sont capables de se régénérer par des moyens naturels. En revanche, les sources d'énergie non renouvelables ne peuvent pas se reconstituer à court terme une fois épuisées ; c'est le cas des combustibles fossiles (formés au cours de millions d'années par l'action de la chaleur de l'intérieur de la terre et de la pression des rochers et du sol sur les restes des végétaux et des animaux morts), et des combustibles nucléaires.

L'industrialisation fait surgir l'exploitation du charbon et, plus tard (depuis la fin du XIXe siècle) celle du pétrole et du gaz. La plupart de l'énergie consommée au monde provient d'une de ces trois sources non renouvelables, qui toutes accumulent du dioxyde de carbone dans l'atmosphère : le pétrole, le gaz naturel et le charbon minéral. Aujourd'hui, 80 % du pétrole utilisé proviennent de gisements découverts dans les années 1970, et l'extraction par jour est en train d'atteindre le maximum possible. La consommation de pétrole est passée de 2 753 millions de barils en 1973 à 3 764 millions en 2004. L'extraction est de près de 75 millions de barils par jour ; on prévoit que la demande augmentera de 2 % par an les prochaines années, et qu'elle sera de 100 millions de barils par jour en 2020. De là vient l'urgence de faire de nouvelles prospections et de découvrir de nouvelles réserves, car il n'est pas possible d'augmenter le volume d'extraction de celles dont on dispose à l'heure actuelle.

Il existe de grands écarts entre l'énergie utilisée dans les pays riches et dans les pays pauvres. Bien que la consommation d'énergie d'origine fossile des pays du tiers monde soit en train de s'accélérer, leur part dans la consommation mondiale a diminué. D'après l'Agence internationale de l'énergie, d'ici à 2025 82 % de la population de la planète consommeront 45 % de l'énergie ; dans les pays industrialisés, 14 % de la population consommeront 43 % de l'énergie.

L'énergie consommée aux États-Unis représente près de 25 % de la consommation mondiale, tandis que sa population représente 4,6 % de celle du monde. En Inde, la consommation est de 3,1 % et la population de 16,6 %. Autrement dit, un citoyen nord-américain consomme en moyenne cinquante fois plus d'énergie d'origine fossile qu'un Indien.

L'utilisation excessive de combustibles fossiles a alimenté une croissance économique inviable. Depuis la publication du rapport « Les limites de la croissance », l'augmentation de la consommation d'énergie – et donc le besoin d'en augmenter la production – a été justifiée avec l'argument que la croissance économique était nécessaire pour éliminer la pauvreté de la majorité de la population. Or, à l'exception de quelques années, la croissance s'est poursuivie sans arrêt mais l'augmentation de la consommation d'énergie ne s'est pas accompagnée d'une amélioration proportionnelle pour les secteurs populaires.

D'autre part, lorsqu'on associe de manière automatique l'augmentation du commerce et de la consommation d'énergie au « développement », on oublie quelques problèmes de taille, par exemple, que l'importation d'énergie augmente la dépendance d'un pays ; que si l'exportation d'énergie a une influence considérable sur la balance de paiements, elle rend le pays producteur fortement vulnérable aux changements dans les économies des pays importateurs ; que la production, la transformation et l'utilisation d'énergie a toujours des impacts sur l'environnement qui ne sont pas comptabilisés dans

la balance de paiements.

Le changement climatique qui découle de la surconsommation de combustibles fossiles

Les Nations unies nous avertissent que nous vivons le plus grand processus d'extinction de la vie sur la planète depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années. Le changement climatique, responsable de l'augmentation brusque de la température moyenne de la surface terrestre, a été identifié comme l'une des causes principales de ce processus. À son tour, le changement climatique est directement lié à l'augmentation rapide des émissions de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre, conséquence des modèles actuels de développement (production et consommation) qui encouragent la surconsommation de combustibles fossiles et des modes inappropriés d'utilisation de la terre (voir le bulletin n° 76 du WRM).

La communauté internationale a répondu à la menace du changement climatique au moyen de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, approuvée en mai 1992, dont l'objectif déclaré est que la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre produits par les activités humaines se stabilise à un niveau qui ne comporte pas de risque pour le système climatique. En 1997, le Protocole de Kyoto a fixé des obligations dérisoires en matière de réduction des émissions, qui concernent surtout les pays industrialisés mais, pour l'instant, ceux-ci ne se sont pas montrés disposés à modifier leur mode de consommation d'énergie.

En réponse aux engagements de réduire les émissions de carbone, l'Union européenne et les États-Unis cherchent des « solutions » qui n'impliquent pas de modifier radicalement leurs modes insoutenables de production, de commercialisation et de consommation, fondés sur le gaspillage de l'énergie. Le style de vie d'un petit secteur de la planète a exposé l'humanité entière au risque d'une crise planétaire.

C'est dans ce contexte que les biocarburants entrent en scène

Tout combustible dérivé de la biomasse (qu'il s'agisse d'organismes naguère vivants ou de leurs sous-produits métaboliques) est un biocombustible. Le présent numéro du bulletin est centré sur les combustibles fabriqués avec des produits agricoles : la biomasse, que l'on brûle directement, le biodiesel, élaboré avec des oléagineux, et l'éthanol, produit par la fermentation des sucres de végétaux tels que les céréales, la canne à sucre, la betterave, le maïs, l'orge ou le blé.

Les huiles végétales peuvent être utilisées comme carburants directement ou mélangées à du gazole. Elles peuvent aussi être transformées par un processus où interviennent l'alcool et un alcali fort pour rendre le mélange plus volatil. Elles sont extraites de diverses plantes.

L'Union européenne et les États-Unis ont approuvé des politiques qui encouragent l'expansion rapide des biocarburants, ce qui a suscité la création d'un énorme marché dans les pays tropicaux du Sud, où l'on est en train d'affecter des millions d'hectares à des monocultures bioénergétiques pour alimenter les voitures européennes et nord-américaines, le tout sans analyser ni évaluer les effets d'une telle expansion sur la planète. Or, ses conséquences pour les forêts et les peuples d'Amérique latine et d'Asie se font déjà sentir.

Pour résoudre la crise énergétique actuelle (ou la crise du changement climatique, qui est l'autre face de la même médaille), les politiciens et les technocrates n'ont pas eu l'air de vouloir adopter des mesures énergiques. C'est dans ce vide et cette inertie encouragés surtout par les intérêts des grandes entreprises que l'on propose des solutions telles que les biocarburants, pour lesquels on

montre aujourd'hui tant d'engouement. Or, ces solutions sont fausses et dangereuses, elles aggravent les problèmes socio-économiques, techniques et écologiques, et devraient de toute urgence être analysées en profondeur et soumises au débat public.

Article fondé sur : "Energía en Sudamérica: una interconexión que no integra", Gerardo Honty, Ceuta, Nueva Sociedad 204, http://www.nuso.org/upload/articulos/3369_1.pdf ; "Biocombustibles Renovables y sustentables", Gerardo Honty, Peripecias N° 18, www.peripecias.com ; "¿Es posible el desarrollo sostenible?", Guillermo Villegas Arenas, Mario Hernán López Becerra, Universidad de Caldas, http://lunazul.ucaldas.edu.co/index.php?option=com_content&task=view&id=180&Itemid=180 ; "Which energy?", 2006, ISS, Energy Report, Mae-Wan Ho, Peter Bunyard, Peter Saunders, Elizabeth Bravo, Rhea Gala ; "Biofuels: Renewable Energy or Environmental Disaster in the Making?", Almuth Ernsting, Biofuelwatch, <http://www.biofuelwatch.org.uk/background.php>.

[index](#)

- La production de biocarburants à grande échelle : bonne pour les pouvoirs, mauvaise pour le climat et les gens

Les modes de production et de consommation des biocarburants ont déjà des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance en milieu rural, les forêts et d'autres écosystèmes, et l'on prévoit que ces impacts négatifs vont s'accumuler rapidement. La production à grande échelle de biocarburants pour l'exportation exige de grandes plantations d'arbres, de canne à sucre, de maïs, de palmier à huile, de soja et d'autres produits en régime de monoculture. Or, ces plantations sont déjà la cause numéro un de l'exode rural et de la déforestation dans le monde entier.

D'autre part, l'argument que le biodiesel est « neutre » en matière de carbone est discutable, puisqu'il ne tient pas compte, par exemple, de la manière dont les plantations de palmier à huile sont exploitées. Les estimations réalistes montrent que la fabrication de biocarburants à partir de ces cultures énergétiques nécessite davantage d'énergie d'origine fossile que celle qu'elles produisent, et que la réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est pas significative au bout du compte. En outre, pour établir des plantations de palmier à huile on est en train d'éliminer des forêts tropicales, marécageuses et sur tourbière.

Néanmoins, l'Union européenne favorise l'utilisation de biocarburants dans les transports, et s'est fixé l'objectif d'en augmenter le pourcentage, d'ici à 2010, pour atteindre 5,75 %. La Commission européenne exhorte les pays membres à respecter les engagements prévus par la Directive de 2003 sur les biocarburants. Dans sa réunion du 20 février 2006, le comité sur l'agriculture a débattu pour la première fois de la stratégie à adopter en matière de biocarburants et du plan d'action de l'UE en matière de biomasse. L'avantage pour ces pays est que le prix des biocarburants tels que le bioéthanol et le biodiesel est plus bas que celui du pétrole. En outre, la production intérieure de biocarburants offrirait de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus aux agriculteurs européens, une fois réformée la politique agricole commune.

En Europe, le biodiesel est utilisé en Allemagne, en France et en Autriche, à des concentrations variées. En Allemagne il y a plus d'un millier de stations-service qui vendent du biodiesel. Financée par une coopérative néerlandaise, la première « bioraffinerie » allemande sera construite à Emden. Il est prévu qu'elle transformera 430 000 tonnes d'huile de palme, importée probablement de

l'Indonésie, en plus de 400 millions de litres de biodiesel.

Aux Pays-Bas, la demande d'huile de palme crue pour la production d'énergie est passée cette année à 400 000 tonnes, dont 250 000 tonnes seront importées. La compagnie d'électricité BIOX BV prévoit de construire quatre nouvelles centrales électriques qui fonctionneront à l'huile de palme, et de vendre l'électricité générée à plusieurs pays européens.

Aux États-Unis, les biocarburants sont bien accueillis en tant que moyen de réduire la dépendance de ce pays du pétrole produit à l'étranger. Les biocarburants combinent le patriotisme et l'intérêt économique : les agriculteurs sont satisfaits parce que le biodiesel et le bioéthanol sont fabriqués avec des produits agricoles, ce qui fait monter le prix au producteur ; les sénateurs républicains sont satisfaits, parce que les réductions d'impôts font plaisir à leurs électeurs du secteur agricole.

En revanche, la situation est tout à fait différente dans les pays du Sud, où la production de la matière première des biocarburants a déjà des effets négatifs sur la société et l'environnement, et que ces impacts vont s'aggraver si la campagne menée au Nord en faveur des nouvelles sources d'énergie gagne du terrain. Une alliance d'ONG pour les droits de l'homme et l'environnement est en train de lutter contre l'utilisation de carburants d'huile de palme que font les pays européens aux dépens des écosystèmes forestiers. Dans une déclaration publiée en avril, intitulée « Non au diesel du déboisement », une trentaine d'organisations allemandes, autrichiennes et suisses préviennent que le boum du biodiesel d'huile de palme déclenchera une destruction des forêts pareille à celle provoquée en Indonésie par le boum de l'industrie de la pâte et du papier.

Ces organisations affirment que, plutôt que de se contenter de remplacer le pétrole par des biocarburants, il faut envisager la consommation d'énergie d'une manière radicalement différente. Cela implique d'encourager l'utilisation des transports publics plutôt que celle des voitures privées et des avions, de prendre davantage de mesures pour la conservation de l'énergie et de produire davantage d'énergie de sources renouvelables, telles que le soleil et le vent. Ils demandent que des critères stricts soient appliqués à la production des matières premières des biocarburants : point de transformation de forêts intactes en plantations ; point de brûlage de forêts pour y établir des plantations ; point de violations des droits de l'homme ni d'opérations policières ou militaires ; point de certification de plantations de palmier à huile, ces plantations en régime de monoculture ne peuvent pas être respectueuses de l'environnement et provoquent en général plus de problèmes que de bénéfices durables pour les habitants de la région ; oui à la promotion de l'agriculture biologique, sans application d'engrais artificiels ni de produits toxiques ; oui à la promotion des petits établissements agricoles dans les pays cultivateurs. La déclaration réclame aussi le respect des droits coutumiers et fonciers et la pleine observance des accords internationaux concernant les peuples autochtones, la diversité biologique, les droits des travailleurs, etc., dans les pays qui produisent des cultures à biocarburants.

De plus, d'autres ONG, organisations de peuples autochtones et mouvements d'agriculteurs ont demandé aux Parties à la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique qui se sont réunies à Nairobi du 6 au 17 novembre 2006 (CdP 12) de suspendre immédiatement les subsides et toute autre forme de soutien injuste à l'importation et l'exportation de biocarburants.

Ils ont affirmé : « Il n'y a rien de vert ni de renouvelable dans le biocarburant importé. Au lieu de détruire les terres et les moyens de subsistance des communautés locales et des peuples autochtones du Sud en une nouvelle forme de colonialisme, les pays du Nord doivent reconnaître qu'ils sont responsables de la destruction du système climatique de la planète, réduire leur consommation d'énergie à des niveaux viables, payer la dette climatique qu'ils ont contractée pour

n'avoir pas encore fait ce qui précède, et accroître considérablement leurs investissements en énergie solaire et éolienne ».

Article fondé sur : "Biodiesel and the expansion of plantations", Down to Earth, bulletin n° 69, mai 2006, <http://dte.gn.apc.org>, adresse électronique : dte@gn.apc.org ; Resistance n° 60, bulletin du réseau Oilwatch, avril 2006, <http://www.oilwatch.org/doc/boletin/bole60en.pdf>, adresse électronique : info@oilwatch.org ; "Biofuels: A Disaster in the Making", alerte à la Conférence des Parties à la Convention cadre sur le changement climatique, http://www.wrm.org.uy/actors/CCC/Nairobi/Disaster_Making.html.

[index](#)

- Qui tire profit de l'affaire des biocarburants?

Il y a dans le monde près de 800 millions d'automobiles, qui consomment plus de 50 % du total de l'énergie produite. Ainsi, la voiture individuelle est la première cause de l'effet de serre. Bien que tout le monde soit d'accord que le changement climatique est une réalité, personne n'a sérieusement l'intention de modifier le style de vie qui le provoque. Au contraire, on cherche des solutions technologiques pour que les entreprises qui profitent de ce modèle y gagnent toujours autant.

C'est dans ce contexte que l'on a commencé, ces dernières années, à préconiser les biocombustibles comme solution de rechange au réchauffement de la planète.

Poussés par leur désir de remplir les obligations contractées en vertu du Protocole de Kyoto, les pays européens veulent à tout prix remplacer leurs systèmes énergétiques à base de combustibles fossiles par d'autres utilisant des biocombustibles, mais la production de ces derniers ne leur suffit pas. Quant aux États-Unis, s'ils disposent de terres agricoles en quantité suffisante, leur consommation d'énergie est si élevée qu'ils dépendront eux aussi des importations pour satisfaire la demande.

D'où viendront ces biocombustibles ? Eh bien, de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique. Dans toutes ces régions on affectera des terres à vocation agricole ou des écosystèmes naturels à la plantation de cultures appropriées pour la fabrication de biocarburants.

Ainsi, en raison de la voracité énergétique qui existe au monde, les biocarburants aggraveront les problèmes que suscitent déjà les monocultures de soja, de palmier à huile et de canne à sucre, sans résoudre pour autant les problèmes écologiques et sociaux de fond.

Mme. Dilma Rousseff, chef du cabinet civil brésilien, a dit que les biocarburants sont l'expression du « mariage de l'industrie agricole avec l'industrie pétrolière ». Il faudrait inclure dans cette alliance l'industrie biotechnologique.

L'exemple le plus clair en est peut-être la nouvelle association créée par la société pétrolière BP et la société biotechnologique DuPont. Ensemble, elles vont développer, produire et commercialiser une nouvelle génération de biocarburants pour accroître la demande mondiale de carburants renouvelables pour les transports. Les deux entreprises y travaillent depuis 2003, et vont introduire sur le marché britannique un nouveau produit, le biobutanol, en tant que bio-composant de l'essence.

Les entreprises en question sont en train de tirer parti des compétences biotechnologiques de

DuPont et de l'expérience et l'expertise de BP en matière d'élaboration de carburants. Elles espèrent devenir des leaders mondiaux dans le développement de biocarburants avancés qui pourraient atteindre 20 % dans la composition de carburants pour les transports dans certains marchés-clés.

L'industrie biotechnologique a vu dans les biocarburants une occasion d'élargir son champ d'action et, surtout, de rester longtemps en affaires, en dépit de l'opposition des consommateurs du monde entier qui ont refusé les produits transgéniques dans leur nourriture.

L'utilisation de cultures transgéniques dans l'élaboration de biocarburants permettra à l'industrie biotechnologique de redorer son image, qui s'est considérablement détériorée ces dernières années. Après les nombreuses promesses qu'elle n'allait jamais pouvoir tenir, cette industrie propose aujourd'hui de développer de nouvelles variétés transgéniques mieux adaptées à la production d'énergie.

Le soja RR sera la principale matière première pour la production de 'biodiesel' dans le Cône Sud et peut-être aussi dans d'autres pays de la région. Cette culture couvre déjà de vastes étendues en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et au Brésil.

L'utilisation du soja transgénique pour la production de biocarburant a été présentée par le président Lula comme une solution à la polémique sur le soja transgénique au Brésil : au lieu de le manger on en fera du biodiesel, et la voiture ne va pas s'y opposer.

Le principal bénéficiaire de cette affaire sera la société Monsanto, qui percevra des redevances sur la vente de ses semences transgéniques brevetées et sur le produit de la récolte (dans ce cas, le biocarburant), comme elle le fait déjà dans le cas de l'huile de soja produite avec du soja RR. D'autres bénéficiaires seront, par exemple, Cargill, Bunge et ADM, qui se chargeront de la commercialisation.

En outre, la plupart du maïs utilisé aux États-Unis pour la production d'éthanol est sans doute d'origine transgénique. Chaque litre d'éthanol vendu grossira les recettes des entreprises biotechnologiques détentrices des brevets sur les semences de maïs transgénique, telles que Monsanto, Syngenta, Bayer et Dupont.

Un autre oléagineux utilisé pour la fabrication de biocarburants est le colza. La Confédération des industries agro-alimentaires de l'Union européenne (CIAA) a demandé à la Commission européenne d'autoriser l'importation de nouvelles variétés de colza génétiquement modifié pour l'industrie du biodiesel.

D'autre part, on commence à essayer des variétés transgéniques spécifiquement conçues pour la production de biocarburants. Ainsi, la société Syngenta a mis au point un enzyme alpha-amylase exprimé dans le maïs 3272 qui, mélangé à du maïs traditionnel, est destiné à la production d'éthanol. Or, l'enzyme alpha-amylase a été identifié comme un allergène important. Si les gènes qui le synthétisent réussissent à s'introduire dans la chaîne alimentaire, nous nous retrouverons devant une protéine susceptible d'avoir sur la physiologie humaine des effets inattendus.

Les entreprises alimentaires nord-américaines se sont opposées à l'introduction dans l'environnement de cultures transgéniques non destinées à l'alimentation, parce qu'elles craignent une éventuelle contamination génétique de leurs produits.

L'industrie pétrolière est encore un secteur qui tirera profit des biocarburants. Les sociétés

pétrolières, en Europe surtout, ont décidé de s'engager dans l'affaire des produits « respectueux de l'environnement » pour répondre à la demande de leurs clients et s'adapter aux nouveaux objectifs de la Commission européenne en matière d'énergies renouvelables. Parmi celles qui ont le mieux diversifié leurs activités figurent Total, BP et Shell.

La société française Total obéit aux politiques de son pays, fortement favorable aux énergies renouvelables. La France est le deuxième producteur de biodiesel et d'éthanol de l'Europe. Total possède dans ce pays 4 500 stations-service, et elle a une place importante en Espagne et en Italie, où elle exploite respectivement 1 740 et 1 400 stations-service. Elle prévoit aujourd'hui d'ouvrir de nouvelles usines en Afrique et en Amérique du Sud.

Les cas de BP et de Shell sont différents car, quoique le Royaume-Uni et les Pays-Bas ne s'efforcent pas de promouvoir les biocarburants, ces sociétés ont des stations-service dans des pays où les consommateurs les demandent. Par exemple, BP exploite 2 700 stations-service en Allemagne (premier producteur de biodiesel de l'Europe) ; Shell en a 2 200 en Allemagne et 1 000 en France.

Royal Dutch Shell vise à développer une deuxième génération de biocarburants, et elle a fait des essais de raffinage de bioéthanol à partir de lignine et de cellulose en coopération avec l'entreprise canadienne longen. Un autre associé stratégique de Shell est l'entreprise allemande Choren Industries, avec laquelle elle travaille à la production de carburant à partir de la biomasse forestière.

Pour ce qui est des entreprises nord-américaines, Chevron a créé une unité d'affaires en technologies avancées pour profiter des opportunités de production et de distribution d'éthanol et de biodiesel aux États-Unis. Cette unité sera située à Galveston, Texas, et aura une capacité de production annuelle de 100 millions de gallons de biodiesel par an. Chevron produit 300 millions de gallons d'éthanol par an aux États-Unis.

En Amérique latine, le Venezuela, malgré les grandes réserves de pétrole qu'il possède, s'apprête à rejoindre l'Argentine et le Brésil dans le développement de combustibles d'origine végétale pour la production d'énergie. La recherche de technologies pour la production de carburants de remplacement, dont le biodiesel, fait partie également d'un accord récemment passé par le Venezuela et treize autres pays des Caraïbes, qui a donné lieu à la création de Petrocaribe. Au Brésil, la moitié des carburants qui contiennent de l'alcool à l'état pur ou mélangé sont produits par les raffineries de Petrobras, l'entreprise pétrolière étatique.

La société espagnole Repsol, qui fabrique déjà du biodiesel en Espagne, investira 30 millions de dollars dans sa première usine de biodiesel en Argentine, dont la construction commencera en 2007. Au départ, la capacité de production sera de 120 000 mètres cubes par an, qui seront intégrés au gazole dans la proportion de 5 %.

Et finalement, il y a l'industrie automobile, responsable de la plupart de la consommation de combustibles fossiles et de l'effet de serre au niveau mondial, mais elle aussi commence à suivre la nouvelle vague des biocarburants.

Au Brésil, toutes les grandes marques internationales d'automobiles se sont adaptées à la production de véhicules qui utilisent de l'alcool. La moitié des voitures vendues au Brésil en 2004 sont faites pour fonctionner à l'alcool pur ou mélangé à de l'essence.

Ailleurs, ces entreprises se sont associées à d'autres dans des projets conjoints afin d'améliorer leur image de marque, de se transformer du point de vue technologique et de continuer dans les affaires

pendant longtemps encore. La société allemande Volkswagen AG, par exemple, a annoncé qu'elle allait augmenter la période de garantie des voitures qui fonctionnent avec du biodiesel (B5) mélangé au carburant. Cette annonce fait partie d'un projet conjoint de deux ans avec la transnationale de l'alimentation Archer Daniels Midland Company (ADM), que les deux sociétés ont entrepris après avoir évalué ce biocarburant pendant un an.

De son côté, la société Toyota a annoncé une coopération stratégique avec BP pour produire de l'éthanol avec de la cellulose extraite des déchets au Canada.

D'autres entreprises ont suivi la même voie. Ce n'est pas qu'elles s'inquiètent de l'avenir de la planète : elles doivent s'adapter aux nouveaux besoins des consommateurs et aux obligations internationales que certains pays ont contractées en vertu du Protocole de Kyoto.

Dans le monde entier on préconise l'utilisation de biocarburants, et plusieurs pays ont commencé à mettre en oeuvre des programmes nationaux, ont approuvé des lois et ont créé des comités consultatifs à ce sujet. Les arguments utilisés sont, parmi d'autres, que la prolifération de cultures énergétiques telles que la canne à sucre, le palmier à huile, le soja et d'autres peut être un facteur de développement rural important, et que la substitution des combustibles fossiles par des biocombustibles va contribuer à diminuer le réchauffement de la planète.

Or, l'affaire des biocombustibles contribuera plutôt à mieux positionner l'industrie biotechnologique, à renouveler les industries pétrolière et automobile, et à augmenter les profits des entreprises qui commercialisent les biocarburants.

Cela ne veut pas dire que ce qui précède s'applique à l'utilisation d'huiles végétales, de bagasse de canne à sucre ou d'autres déchets agricoles ou forestiers pour satisfaire la demande en énergie de petites communautés locales. Il s'agit d'une question d'échelle : nous parlons des problèmes qui se posent lorsqu'il faut répondre à la demande de consommateurs qui veulent maintenir leur niveau de vie fondé sur le gaspillage, et qui ont bonne conscience lorsqu'ils mettent dans le réservoir de leur véhicule 5,75 % de biocarburant, sans regarder s'il provient des forêts amazoniennes du Brésil, des terres paraguayennes d'où les paysans ont été violemment expulsés, ou de leurs propres terres agricoles.

À moins de changer le modèle de développement et de nous engager sur la voie d'une transition vers une société post-pétrolière où les modes de consommation de l'énergie seront différents, les biocarburants ne seront pas le moyen d'enrayer le changement climatique.

Devant cette situation, nous devons continuer de lutter pour une société qui encourage et respecte la souveraineté alimentaire et énergétique de tous les peuples.

Elizabeth Bravo, Acción Ecológica, adresse électronique : ebravo@rallt.org,
<http://www.accionecologica.org/webae/index.php>.

[index](#)

– L'industrie de la pâte à papier et le boum des biocarburants

En juillet 2006, Pulp and Paper International a publié le compte rendu d'une conférence intitulée

World Bioenergy 2006. Cette conférence a eu lieu en Suède, où les biocombustibles fournissent 25 % de l'électricité et la plupart du chauffage du pays. « Les usines de pâte à papier qui utilisent des systèmes de production combinée de chaleur et d'électricité et qui envoient l'énergie excédentaire aux systèmes de chauffage urbain font partie de l'infrastructure du pays et sont une bonne source de revenus supplémentaires pour les usines de pâte », signale Pulp and Paper International.

Plusieurs entreprises de pâte du Nord sont en train de transformer leurs usines en raffineries de biocarburants. Au Québec, Tembec vend 17 millions de litres d'éthanol par an, produits dans son usine de pâte pour transformation chimique. En Suède, Domsjö Fabriker vient de dépenser près de 35 millions de dollars pour convertir en raffinerie de biocarburants son usine de pâte pour transformation chimique située à Örnsköldvik. À Örnsköldvik également, Etek a ouvert il y a deux ans une usine pilote de 10 000 tonnes par an pour produire de l'éthanol à partir de déchets de bois. L'entreprise prévoit de commencer l'année prochaine la construction de trois autres usines qui fabriqueront un total de quatre millions de litres d'éthanol par an.

En Suède aussi, une usine pilote commencera en 2008 à produire du syngaz (un mélange de monoxyde de carbone et d'hydrogène) à partir de copeaux de bois fermentés, dans le centre de gazéification de Växjö Värnamo. On y obtiendra probablement dans un délai de cinq à dix ans un carburant commercialement viable. Entre-temps, Royal Dutch Shell, leader du marché des biocarburants et l'une des sociétés pétrolières les plus grandes du monde, travaille au processus de production d'éthanol à partir de particules de bois.

En Norvège, Norske Skog et la société énergétique Hydro se sont associées pour étudier la possibilité de produire du biodiesel avec du bois, et elles espèrent construire en 2012 une fabrique de biodiesel dans le Sud-Est du pays. En France, un consortium constitué par Genencor International, Tembec et l'Institut du pin de l'université de Bordeaux a entrepris une recherche de trois ans sur l'élaboration d'éthanol avec de la pâte de papier.

Très probablement, la demande de biocarburants de l'Europe va continuer d'augmenter. La Directive européenne sur les biocarburants prévoit que, d'ici à 2010, 5,75 % des carburants utilisés en Europe pour les transports soient remplacés par des biocarburants. Cet objectif passe à 20 % pour 2020. D'autre part, le Plan d'action de l'UE dans le domaine de la biomasse vise à faire passer à 8 %, d'ici à 2010, la part de l'énergie produite par celle-ci.

Tandis que l'industrie de la pâte est tout à fait d'accord pour produire des biocarburants comme l'éthanol avec du bois, elle voit d'un autre oeil qu'on utilise le bois directement, par exemple pour le chauffage. En mai 2006, la Confédération des industries papetières européennes (CEPI) a manifesté dans un document de position sur les biocombustibles que « la politique européenne sur les énergies renouvelables met trop l'accent sur l'utilisation du bois comme biomasse ».

La CEPI se plaint parce que l'utilisation de pellets de bois comme biocombustible a provoqué une hausse du prix du bois. L'augmentation de la demande va se traduire par une augmentation de l'abattage. La Suède importe déjà des pellets du Canada, et les défenseurs des biocombustibles font pression pour qu'on autorise un volume annuel de coupe plus important. Ils proposent aussi que l'on enlève les restes des arbres (les souches et les branches) que l'on laisse habituellement se décomposer sur place. Urban Bergsten, professeur de sylviculture à l'Université suédoise des Sciences Agricoles, affirme que la politique forestière du pays devrait être réformée pour encourager la production de biocombustibles et pour accélérer les taux de croissance en utilisant des essences à croissance plus rapide. Autrement dit, davantage de monocultures gourmandes d'eau.

Lors de la conférence de Jönköping sur la bioénergie, Erik Ling, de l'entreprise forestière étatique Sveaskog, a suggéré d'accroître la production de bois dans 80 % des terres boisées de la Suède. Les vingt pour cent restants pourraient être transformés en « réserves écologiques ». Ling a dit qu'on pourrait accélérer la croissance des arbres en perfectionnant les méthodes de plantation et d'ensemencement, en entretenant les systèmes d'écoulement et en utilisant davantage d'engrais azotés. Il n'a probablement pas précisé que l'augmentation des engrais azotés utilisés provoquerait une augmentation de l'oxyde d'azote dans l'atmosphère. Or, la part de l'oxyde d'azote dans le réchauffement planétaire est 310 fois élevée que celle du dioxyde de carbone.

D'après la CEPI, l'industrie européenne de la pâte et du papier est « le secteur industriel qui utilise le plus la biomasse comme combustible ». Cela est dû surtout au fait que les usines de pâte brûlent les déchets du processus de broyage. Mais l'industrie de la pâte et du papier est aussi celle qui consomme le plus d'électricité. La CEPI fait partie d'une alliance de grands consommateurs d'électricité, comme les industries de l'acier et du ciment, qui font pression pour obtenir une réduction des prix de l'énergie. L'une des raisons pour lesquelles cette industrie est en train de se déplacer vers le Sud est que les prix de l'électricité y sont plus bas. La transformation des usines de pâte en raffineries de biocarburants exigera elle aussi une forte consommation d'énergie.

Que les usines de pâte soient utilisées pour produire de la pâte ou des biocarburants, la structure mondialisée de cette industrie restera inchangée, ainsi que le fait qu'il est meilleur marché de faire pousser la matière première dans de grandes plantations industrielles d'arbres au Brésil. D'après les chiffres de Stora Enso, les arbres peuvent pousser dix fois plus vite au Brésil qu'en Suède. Le prix du mètre cube de bois au Brésil est moins de la moitié du prix en Suède. La production de pâte par tonne au Brésil coûte un tiers de ce qu'elle coûte en Suède. Les mêmes règles commerciales seront appliquées à la production de biocarburants. La transformation des usines de pâte du Nord en raffineries de biocarburants aboutira à l'expansion des plantations industrielles d'arbres dans le Sud.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, www.chrislang.blogspot.com

[index](#)

- Des problèmes en cascade : le peuplier transgénique, la cellulose et les biocarburants

Le Bureau de recherches biologiques et écologiques du ministère de l'Énergie nord-américain est en train de financer avec 1,4 million de dollars une étude menée par des membres de l'université Purdue, dans le but de trouver des moyens de modifier la lignine et de voir si cette altération génétique affecte la qualité des plantes utilisées pour produire des biocarburants. Un peuplier hybride est à la base de cette recherche qui s'inscrit dans l'objectif du ministère de l'Énergie de remplacer par des biocarburants, d'ici à 2030, trente pour cent des carburants fossiles consommés chaque année aux États-Unis par les transports.

Les chercheurs souhaitent modifier génétiquement le peuplier hybride pour que la lignine n'empêche pas les enzymes de transformer la cellulose en sucres fermentables qui, à leur tour, se transforment en éthanol. La lignine est une molécule complexe qui représente environ 25 % de la composition des plantes ; telle qu'elle est, elle peut être brûlée pour alimenter en énergie la production d'éthanol, mais ne peut pas être transformée en ce carburant de remplacement.

En altérant la composition de la lignine ou en minimisant la quantité présente dans les parois des

cellules on pourrait améliorer l'accès des enzymes. Les chercheurs espèrent que les enzymes pourront ainsi transformer plus efficacement la cellulose en sucres. Pour avancer vers la production de carburants non fossiles, les chercheurs de Purdue emploient des outils génétiques pour modifier le peuplier et étudier ensuite l'effet de ces altérations sur les parois des cellules végétales, dans l'espoir de créer finalement des arbres qui s'adaptent à la production intensive d'éthanol.

La vision des généticiens est souvent réductionniste et, une fois de plus, l'arbre leur cache la forêt (ou plutôt la plantation). La « solution » qu'ils proposent est facile à imaginer : de vastes étendues d'arbres GM identiques qui, en plus des impacts prévisibles sur le sol, l'eau et la diversité biologique, auront les effets imprévisibles de toute solution technique sans base scientifique. Les « solutions » de ce genre, en plus de ne pas résoudre la crise mondiale du climat provoquée par la consommation excessive d'énergie, vont mettre l'humanité devant une menace supplémentaire.

Article fondé sur des informations tirées de : "GM tree could be used for cellulosic ethanol", 24 août 2006, Mongabay.com, <http://news.mongabay.com/2006/0824-purdue2.html>.

[index](#)

LES BIOCARBURANTS SUR LE TERRAIN

Les exemples présentés ci-dessous montrent comment, une fois de plus, la monoculture à grande échelle, visant dans ce cas à la production de biocarburants, usurpe les droits territoriaux des peuples autochtones et des communautés locales, lèse leurs droits fondamentaux, compromet la souveraineté alimentaire et provoque le déboisement et la dévastation.

[index](#)

– Brésil : souveraineté énergétique vs souveraineté alimentaire

Au Brésil, l'adoption d'une nouvelle matrice énergétique par le biais de l'agriculture, présente chaque jour dans les médias, remporte de plus en plus l'adhésion de la société et vient donner une justification économique au développement de la campagne. Très vite, la production de carburants commence à concurrencer la production d'aliments dans l'affectation des terres. Ce changement de la perception sociale devient très évident dans les nombreux reportages où les producteurs ruraux et les propriétaires terriens sont présentés comme les nouveaux propriétaires de « champs de pétrole ».

Dans la perspective mondiale de remplacement du pétrole par des sources d'énergie « renouvelables », le Brésil se présente comme un leader de l'énergie d'origine agricole, en vertu des caractéristiques de son climat tropical, de l'étendue de ses terres cultivables, des ressources hydriques qu'il possède et de la logistique régionale. D'autre part, ce rôle de leader mondial a été renforcé par l'établissement, en 2005, d'un programme national d'agro-énergie accompagné d'un fonds d'investissement privé très ambitieux pour le secteur, conçu et planifié par le ministre de l'Agriculture du premier gouvernement Lula, Roberto Rodrigues. Ce fonds prétend attirer dans le pays près de 200 millions de dollars d'investissements internationaux (par exemple, une banque néerlandaise

serait à la tête des investisseurs dans des projets de ce genre). Ces capitaux seront destinés à l'achat d'actions dans les projets énergétiques d'origine agricole, mais aussi à l'achat de terres, au financement privé de la recherche, à l'orientation sur la viabilité de projets et à la présentation de propositions au gouvernement, jouant ainsi le rôle d'agents de pression. Ces deux éléments, un programme public et un fonds privé, sont des exemples concrets de la manière dont le pays se prépare à se mettre à la hauteur de cette grande opportunité historique qui annonce le début de l'ère des biocarburants.

En ce qui concerne les convictions sur lesquelles se fondent les plans pour cette nouvelle ère, Décio Gazzoni, agronome possédant plus de 30 ans d'expérience comme chercheur d'EMBRAPA (entreprise publique pour la recherche et le développement agricole) et responsable de la formulation du programme national d'agro-énergie, vient de déclarer que « nous devons être pragmatiques et permettre le reboisement de l'Amazonie avec du palmier africain » (Dinheiro Rural, année III, numéro 25, novembre 2006), ce qui permettrait d'y produire du biodiesel. Car, d'après lui, « si nous ne trouvons pas une solution économique, nous continuerons d'abattre des forêts ». Les seuls obstacles à cette vision seraient les groupes écologistes et la législation qui ne permet de reboiser qu'avec des essences indigènes.

Ce « pragmatisme » dans les projets d'expansion de l'industrie agricole que défend le technicien auteur du programme national d'agro-énergie est le même qui soutient plusieurs projets de plantation d'eucalyptus, planifiés et financés en association avec l'industrie minière et la sidérurgie, pour faire du charbon végétal comme source d'énergie pour la production de fer en lingots, l'un des postes les plus importants des opérations d'exportation brésiliennes.

Le monde voit le Brésil comme la grande frontière de l'agro-énergie, comme le montre le fait qu'il y aura bientôt, du 11 au 13 décembre dans la ville de Londrina de l'État de Paraná, une conférence internationale sur les biocarburants où des spécialistes de divers pays se renseigneront et discuteront des avantages respectifs du biodiesel et de l'éthanol pour évaluer sur une base plus ferme quelle est l'option la plus profitable.

Dans le cas du Brésil, les investissements publics et privés et les contrats pour la construction d'usines de traitement et de raffinage de biocarburants se multiplient et seront mis en oeuvre à moyen et à long terme. À cela s'ajoutent une infrastructure de production et une importante politique énergétique impliquant l'appropriation de ressources naturelles, qui se traduira par un accroissement de la pression sur les frontières agricoles et par une augmentation du prix des terres. Le tout aura une incidence directe sur la réforme agraire. La promotion des biocarburants est en train d'accélérer l'occupation de la campagne par l'expansion de la monoculture de canne à sucre pour la production d'alcool ; l'exploitation commerciale du soja se diversifie, cet oléagineux étant plus avantageux que d'autres pour l'élaboration de biodiesel parce qu'il existe déjà des chaînes de production consolidées (crédits, entrepôts, transport, etc.) et parce que le sous-produit de l'extraction de l'huile, le tourteau, sert d'aliment au bétail.

Or, les effets dévastateurs de la culture du soja sont bien connus au Brésil, en Argentine et au Paraguay, ainsi que la série de violations des droits de l'homme, le déboisement et la destruction écologique qu'elle provoque. D'autre part, la plantation de canne à sucre ne fait que réitérer, depuis la première étape du cycle économique colonial, un modèle exploiteur de la nature et du travail.

Il est donc important d'évaluer sérieusement le choix de l'agro-énergie en tant que nouvelle matrice énergétique « renouvelable », qui permet d'ailleurs de « renouveler » le discours idéologique de l'industrie agricole et ses stratégies d'occupation territoriale, tout en renforçant le modèle de

développement rural axé sur les cultures industrielles pour l'exportation et contrôlé par le grand capital et par les sociétés transnationales. Les répercussions écologiques et sociales de ce modèle sont aujourd'hui au centre des luttes des écologistes et des mouvements paysans d'Amérique latine.

Il ne faut pas perdre de vue que la concentration de terres au Brésil est l'une des plus fortes du monde, que le thème de « la faim » est essentiellement politique et que la réforme agraire reste un défi structurel pour la démocratie du pays. La lutte historique pour la terre y a engendré un mouvement paysan reconnu dans le monde entier, le MST (Movimento dos sem terra, mouvement des sans-terre), qui, à son tour, fait partie de Vía Campesina, l'organisation internationale des paysans. Aussi bien Vía Campesina que le MST du Brésil et que d'autres mouvements d'origine rurale de divers pays ont en commun la défense de la souveraineté alimentaire :

« La souveraineté alimentaire est le droit de chaque peuple de définir ses propres politiques agricoles et alimentaires, de protéger et de réglementer la production agricole nationale et le marché intérieur afin d'atteindre des objectifs de développement durable, de décider en quelle mesure ils veulent être autosuffisants, d'empêcher que leurs marchés soient inondés de produits excédentaires venus de pays qui les écoulent sur le marché international au moyen du 'dumping', et de donner la priorité aux communautés de pêcheurs locaux dans le contrôle de l'usage et des droits en matière de ressources aquatiques. La souveraineté alimentaire ne rejette pas le commerce international, mais défend la possibilité de choisir les politiques et les pratiques commerciales qui répondent le mieux au droit des populations de disposer de produits alimentaires non dangereux, nourrissants et durables du point de vue écologique. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples, de leurs pays ou leurs fédérations d'États de définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping en provenance de pays tiers. » (Vía Campesina, introduction de la Déclaration sur la souveraineté alimentaire de 1996)

La défense de la souveraineté alimentaire en tant que principe politique consisterait donc à défendre le droit des peuples de produire leur propre nourriture en respectant les conditions de leurs territoires et leur culture en matière d'alimentation. En ce XXI^e siècle, la réforme agraire et les droits des paysans sont encore des questions essentielles à résoudre pour répondre aux graves problèmes écologiques et sociaux (tels que l'exode rural et les migrations) provoqués par l'expansion de la société urbaine et industrielle, qui affectent l'ensemble de l'humanité et non seulement la population rurale.

Avant de nous dépêcher d'accepter la responsabilité de produire les carburants dont le monde a besoin, au rythme que nous imposent le modèle de production industrielle, la consommation et l'accumulation de capital, nous devons réfléchir en profondeur à ce que nous voulons et à ce que nous prévoyons pour l'avenir. Nous devons nous demander si nous sommes en train de nous débarrasser du modèle colonial et dépendant ou si nous nous limitons à actualiser les termes de l'exploitation et à réitérer les formules de soumission de toujours. Nous devons nous demander si la production de biocarburants répondra vraiment aux besoins du peuple brésilien, ou si elle va servir à subventionner en énergie la monoculture d'exportation. Avant qu'il ne soit trop tard, il faut analyser si le discours sur la souveraineté énergétique n'implique pas d'hypothéquer la base de la souveraineté alimentaire.

Camila Moreno, chercheur au CPDA (3^e cycle en développement, agriculture et société), Université fédérale rurale de Rio de Janeiro, membre de Terra de Direitos, Brésil.

[index](#)

- Cameroun : les plantations de palmier à huile encouragées par le nouveau marché des biocarburants portent atteinte aux moyens de vie de la population

Au Cameroun, comme dans d'autres pays africains producteurs tels que la Côte d'Ivoire ou la Ghana, la production d'huile de palme se répartit entre 3 secteurs : un secteur agro-industriel, des plantations villageoises au service des agro-industries, et un secteur artisanal traditionnel.

Tableau 1. Surface et production d'huile de palme au Cameroun en 2002.

	Surface (ha)	Production d'huile brute de palme (tonnes)
Agro-industries	60,000	105,000
Plantations villageoises « encadrées »	14,000	
Petites plantations artisanales	24,000	35,000

Source : Monfort (2005).

Même si elle doit faire face à la domination indonésienne et malaise du marché, le secteur agro-industriel du palmier à huile au Cameroun a plusieurs atouts en main.

En premier lieu, la plantation industrielle du palmier à huile a largement bénéficié de l'aide de programmes gouvernementaux et du capital international. La culture intensive du palmier à huile – une plante utilisée depuis longtemps par les populations locales – commence sous la colonisation allemande puis franco-anglaise avec la création de la Cameroon Development Corporation (CDC) et de Pamol Plantations.

En 1963, le gouvernement lance le premier programme de développement du palmier à huile qui va notamment déboucher avec la création de SOCAPALM dans la région de Kribi. kienke Depuis 2001, le Ministère de l'Agriculture a lancé un projet 'palmier à huile' dans le cadre d'une politique « volontariste de modernisation de l'agriculture », avec l'aide active de la France et des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Ce programme est considéré comme une « priorité nationale » : il s'agit d'augmenter la production et la productivité afin de couvrir les besoins nationaux (en déficits) et d'améliorer la compétitivité internationale. L'objectif national a été fixé à (au moins) 250,000 tonnes pour 2010. Cet objectif repose sur la privatisation des grandes exploitations étatiques (CDC, Palmol et SOCAPALM) et sur la plantation d'au moins 5,000 ha supplémentaires par année.

En second lieu, la culture du palmier à huile pourra bénéficier de l'essor prochain du biocarburant, un secteur dans lequel il y a fort à parier que le groupe français Bolloré, présent au Cameroun depuis longtemps, jouera un rôle clé.

Au Cameroun, la culture du palmier à huile et sa transformation industrielle est réalisée par 5 grandes sociétés dont 3 sont détenues par Bolloré : SOCAPALM, SAFACAM, et la Ferme Suisse. La stratégie d'investissement du groupe français dans cette filière repose notamment sur la possibilité d'étendre les plantations et sur les gains de productivité qu'il est possible de réaliser au niveau de la production et de la transformation.

Créée en 1822, l'entreprise de la famille Bolloré compte aujourd'hui un chiffre d'affaire annuel de plus de 5 milliards d'euros. L'empire Bolloré s'est spécialement étendu en Afrique où il contrôle plus de 70

sociétés dans 35 pays, en particulier dans les transports, l'énergie, et d'autres secteurs à haute rentabilité comme l'exploitation du bois et les cultures de rente telles que les plantations de palmiers à huile et d'hévéas. Il s'est avéré que pour étendre son empire, le groupe n'a pas hésité à travailler avec divers dictateurs comme Sassou Nguesso. En outre, il a largement su tirer profit des grandes vagues de privatisations imposées par les programmes d'ajustement structurel.

Au Cameroun, Bolloré est surnommé « le dernier empereur ». Le groupe y est actif dans l'industrie pétrolière (pipeline Tchad-Cameroun), le transport maritime d'exportation et dans la filière bois. Le groupe y contrôle également quelques 40,000 ha de plantations de palmiers à huile, notamment par l'intermédiaire de la société belge Socfinal. Cette dernière, qui s'est historiquement enrichie grâce à la colonisation du Congo belge, exploite 31,000 ha de palmiers à huile au Cameroun (SOCAPALM et la Ferme suisse), ainsi que d'autres plantations de palmiers à huile en Indonésie et ailleurs en Afrique, totalisant une surface de plus de 140,000 ha.

SOCAPALM est la plus grande plantation de palmiers à huile du Cameroun et son expansion est à l'ordre du jour, au prix des forêts avoisinantes dont dépendent les populations locales. SOCAPALM est à l'origine de graves conflits fonciers avec les populations Bagyélics, Boulou et Fang à qui la terre a été confisquée sans compensation. Leur mode de vie traditionnel est devenu impossible et parallèlement aucune insertion dans l'économie de marché n'est envisagée.

En effet, SOCAPALM fait venir ses ouvriers d'autres régions du Cameroun et les loge dans des campements situés dans la plantation. Les villageois riverains, eux, ne sont que rarement embauchés. Les travaux sont temporaires (sans contrat, sans assurances accident et maladie) et à des salaires extrêmement bas : un ouvrier non qualifié gagne un peu plus d'un euro par jour (la journée de travail commence à 6h et peut durer parfois jusqu'à 18h). En outre, l'arrivée de travailleurs allochtones pose des problèmes, notamment par rapport à la pression accrue qu'elle représente sur la faune locale.

Les produits agrochimiques utilisés à SOCAPALM et les rejets de son usine de traitement polluent massivement les cours d'eau avoisinants. Des cas de maladies chez les riverains ont été signalés.

Un nombre important de vigiles de SOCAPALM empêche les villageois d'utiliser les ressources de la plantation. Cette situation a débouché, le 7 janvier 2003, sur un grave accrochage entre vigiles et villageois (au cours duquel des jambes et des bras ont été tranchés à la machette). En représailles, la gendarmerie, venue épauler les vigiles, a raflé tous les villageois et les a maintenu en détention sans jugement pendant 14 jours.

Etant donné l'encouragement national et international dont bénéficie l'exploitation du palmier à huile, ce type de plantation va continuer de s'étendre avec comme corollaire l'aggravation des impacts sociaux et écologiques mentionnés. Le marché naissant du biocarburant pourra en outre représenter un puissant moteur à la culture du palmier à huile. Dans ce contexte, il est à attendre que Bolloré ne restera pas sur la touche dans la grande course à la « substitution du pétrole ». Le groupe a d'ailleurs plus d'une carte à jouer, lui qui est déjà présent dans les secteurs de l'énergie et des plantations et qui bénéficie d'une solide assise en Afrique basée sur la collusion des intérêts politiques et économiques. Désireux de « verdir » son image, il a par ailleurs déjà investi dans des projets énergétiques dits « alternatifs », telle que sa « BlueCar » électrique.

Par Julien-François Gerber, e-mail: JulienFrancois.Gerber@campus.uab.es. Cet article est basé sur les observations de terrain de l'auteur et sur les publications suivantes : M.-A. MONFORT, 2005, « Filières oléagineuses africaines », Notes et études économiques, n°23, p. 55-85 ; AGIR ICI &

SURVIE, 2000, « Le silence de la forêt : réseaux, mafias et filière bois au Cameroun », Dossiers Noirs n°14, et « Bolloré : monopoles, services compris. Tentacules africaines », Dossiers Noirs n°15, Paris, L'Harmattan.

[index](#)

– Colombie : le biodiesel de palmier à huile

Le monde occidental, le Nord en particulier, est devenu dépendant des combustibles fossiles, provoquant quelque chose que personne aujourd'hui ne met plus en doute : le changement climatique. Beaucoup de solutions ont été proposées pour y faire face, mais peu d'entre elles s'opposent à la conduite suicidaire de l'humanité.

L'une des solutions proposées est la production industrielle de biocarburants. Ceux qui les ont présentés comme une option viable ont-ils mesuré les conséquences qu'ils pourraient avoir pour des écosystèmes, des peuples et des cultures de grande valeur ? Le présent article décrit d'abord les étapes qui ont frayé le chemin à de tels projets, pour examiner ensuite les répercussions qu'a eues la plantation de palmier à huile, l'espèce dont on extrait l'un des biocarburants qu'il est prévu de produire.

Les biocarburants ne sont pas nouveaux : déjà en 1973, au moment de la crise énergétique, le Brésil avait transformé une partie de ses raffineries de sucre pour produire de l'éthanol, devenant ainsi le premier pays exportateur de ce produit. Aujourd'hui, la Colombie veut suivre son exemple et devenir un grand producteur de bioéthanol et de biodiesel.

En 2001, l'adoption de la loi 693, que la loi 939 est venue compléter en 2004, a ouvert la voie à la production de biocarburants. La loi 693 stipule que l'essence colombienne devra contenir dix pour cent d'éthanol en 2009, et que ce taux devra augmenter graduellement jusqu'à atteindre 25 % dans un délai de 15 à 20 ans. Quant à la loi 939 de 2004, elle encourage la production et la commercialisation de biodiesel, mélangé à du gazole à 5 %.

Depuis la fin 2005, la production des raffineries de sucre Cauca, Providencia, Manuelita et Mayagüez (toutes situées dans le département de Valle del Cauca), plus celle de la raffinerie Risaralda, totalise près d'un million de litres de bioéthanol par jour, destinés à satisfaire la demande de l'Occident du pays et de la Savane de Bogotá. D'autre part, il paraît qu'on installera 27 autres raffineries, distribuées dans dix-sept départements du pays, pour que le mélange d'essence et de 10 % d'éthanol parvienne à tout le territoire colombien. D'après les projections de la Fédération nationale des carburants, pour doubler la consommation intérieure d'ici à 2010 il suffirait de porter à 15 % le taux d'éthanol du mélange. À cette date-là, la Colombie aura une capacité d'exportation estimée à 2 300 000 litres d'éthanol par jour.

Une législation semblable à celle que nous avons mentionnée plus haut est en préparation, portant cette fois sur le biodiesel dérivé du palmier africain. Ce que l'on connaît le mieux de cette plante est un autre dérivé, l'huile alimentaire, dont on produit 600 000 tonnes, mais c'est le biodiesel qui nous intéresse dans cet article.

Disons d'abord, avant de mentionner des chiffres, que les grands bénéficiaires de la loi sur le bioéthanol sont précisément les industriels de la canne à sucre de Valle del Cauca, le département

de l'Ouest du pays dont nous avons mentionné les raffineries, et que les grands bénéficiaires de la loi sur le biodiesel qui est en préparation sont les industriels du palmier à huile.

La consommation de gazole pour le transport augmente plus vite dans le pays que celle de l'essence, et dépasse la capacité de production d'Ecopetrol (l'entreprise pétrolière nationale), de sorte qu'il faut importer 5 % du total de gazole consommé. Cela représente une opportunité pour les industriels du palmier à huile, qui augmentent chaque année l'étendue de leurs plantations.

En Colombie, l'expansion de cette culture s'est poursuivie à un rythme soutenu. Vers le milieu des années 60, il y avait 18 000 hectares en production. En 2003, il y en avait plus de 188 000 et, à l'heure actuelle, les plantations couvrent environ 300 000 hectares. En outre, on est en train de construire sept usines, d'un coût approximatif de 100 millions de dollars, dans diverses régions du pays productrices de palmier. D'après la fédération des cultivateurs de palmier colombiens, Fedepalma, en 2001 la Colombie était déjà le principal producteur d'huile de palme d'Amérique et le quatrième du monde, après l'Indonésie, la Malaisie et le Nigeria. Trente-cinq pour cent de cette production sont exportés.

D'après plusieurs analyses économiques, les marchés internationaux sont très incertains, du fait que la production mondiale augmente chaque jour et que les prix restent bas. Pourtant, les projets agro-industriels concernant le palmier ont figuré parmi les priorités du gouvernement actuel, qui les encourage surtout dans les régions du Pacifique, les plaines de l'Est et la région caraïbe, dont les caractéristiques les rendent particulièrement aptes au développement de cette culture. L'objectif est d'atteindre le million d'hectares en quelques années.

Les spécialistes en la matière ont dénoncé que ces plantations ont été utilisées pour blanchir l'argent du trafic de la drogue et que les militaires s'en sont servis pour forcer la population à se déplacer, dans le but de s'approprier des régions riches et importantes. Leur stratégie a consisté à déplacer les gens et, une fois les terres abandonnées, à permettre aux entreprises de plantation de palmier de les occuper. Les municipalités de Jiguamiandó et Curvaradó, dans la région du Pacifique, en sont des exemples éclatants : la société Urapalma a occupé illégalement ces territoires afrocolombiens.

Ces communautés du Chocó avaient reçu les titres de leurs terres en novembre 2000, neuf années après que les droits territoriaux des communautés noires et indigènes ont été reconnus par la Constitution nationale et après des violations réitérées des droits de l'homme. Les titres ont été octroyés alors que les populations étaient encore installées ailleurs. À leur retour, elles ont trouvé leur territoire occupé par des plantations de palmier à huile. Elles ont dû porter l'affaire en justice pour récupérer leurs territoires, au cours d'un long processus entaché de graves irrégularités destinées à faire pencher la balance du côté des entreprises.

Quelque chose de semblable arrive dans la région de Tumaco (dans le Sud de la Colombie, sur la frontière de l'Équateur). Les communautés ont subi elles aussi le déplacement forcé et les menaces. Les entreprises, ou l'État lui-même, proposent aux membres des conseils communautaires de devenir des « entrepreneurs du secteur rural » pour pouvoir rester dans le territoire. Autrement dit, on les oblige à participer à des alliances ou des chaînes de production avec les entreprises de plantation. C'est ainsi que les forêts humides se sont transformées peu à peu en monocultures de palmier à huile, en détruisant les régions les plus riches en diversité de la planète et en dépouillant les communautés noires de leur territoire et de leur culture.

En juin dernier, lors du congrès de Fedepalma à Villavicencio, le président Uribe a dit ce qui suit :

« [...] Je prierais [le ministre de l'Agriculture] de mettre en quarantaine les hommes d'affaires de Tumaco et les compatriotes d'origine africaine, et de ne pas les laisser quitter le bureau, de les laisser enfermés jusqu'à ce qu'ils arrivent à un accord. Voilà ce qu'il faut faire... Enfermez-les et dites-leur que l'État va y contribuer, qu'il faut qu'ils arrivent à un accord sur l'utilisation des terres et que le gouvernement apportera le capital de risque. Fixez une date et dites-leur : messieurs, nous nous déclarons en conclave et nous ne sortons pas d'ici tant que nous ne serons pas parvenus à un accord [...] Car il faut reconnaître le bon et le mauvais, à Meta et Casanare et bientôt à Guaviare, le palmier pousse extraordinairement bien, mais pas à Tumaco. Et pourtant, à Tumaco il y a la route, il y a, un peu plus au Nord, la région de Guapi, il y a El Charco, où les conditions sont excellentes mais où il n'y a pas un seul palmier, rien que du coca qu'il faut éradiquer [...]. »

Ces déclarations ont mis en colère les communautés noires, qui ont répondu avec force au président de la république :

« Si le palmier à huile est pour vous un grand projet pilote, Monsieur le Président, il ne l'est pas pour nos territoires ethniques. Pire encore : si on le mettait à exécution il entraînerait des dégâts écologiques, sociaux et culturels très graves. Nous l'affirmons en nous fondant sur l'expérience que nous avons eue depuis la fin des années soixante et jusqu'à aujourd'hui : cela fait plus de trente-cinq ans que nous subissons les impacts de la plantation forcée de plus de vingt mille hectares de palmiers, qui continuent d'envahir de manière violente nos territoires collectifs. » (Lettre adressée au Président de la République par les autorités ethniques et territoriales et les représentants légaux des Conseils des communautés noires du territoire ethnique de Kurrulao, situé dans la région du Pacifique Sud de la Colombie).

Avec les projets de production de biodiesel, les planteurs de palmier et les promoteurs de ces entreprises ont maintenant de nouvelles possibilités de croissance. Et pourtant, l'histoire des plantations est douloureuse. Elle est tachée du sang et des larmes des communautés noires et paysannes du Pacifique, du Magdalena moyen, de la région caraïbe colombienne. C'est l'histoire silencieuse des forêts disparues pour devenir des plantations. C'est l'histoire des cultures ancestrales transformées en prolétariats ruraux. Leurs voix demandent qu'on arrête la destruction proposée par les promoteurs du biodiesel.

Tatiana Roa Avendaño, Censat Agua Viva, adresse électronique : hipochicho@hotmail.com, www.censat.org. Résolution n° 39 de 2005 du Défenseur du Peuple ; El Espectador: "Ley de tierras podría prestarse al lavado de activos », 21 octobre 2006 ; "Gestión del Instituto Colombiano de Desarrollo Rural – Incoder", août 2006 ; Salinas, Yamile : "Los vericuetos de la palma aceitera", Abdala, 10 novembre 2006 ; Procureur général de la Nation : "Análisis de la ejecución de la Reforma Agraria y la Gestión del Instituto Colombiano de Desarrollo Rural – Incoder", août 2006. Sites visités sur la toile : revue Semillas, www.semillas.org.co ; Fedepalma, www.fedepalma.org.

[index](#)

– Indonésie : l'expansion du palmier à huile pour la production de biocarburants apporte plus d'exploitation que de croissance

L'Indonésie est un des pays les plus peuplés et ruraux du monde : sa population totale est de 220 millions de personnes.

En ce moment, près de 6 millions d'hectares sont affectés au palmier à huile, et le triple de cette surface, soit environ 18 millions d'hectares de forêts, a été défriché pour l'expansion de cette culture. Les plans régionaux prévoient d'y consacrer 20 millions d'hectares supplémentaires, surtout à Sumatra, Kalimantan, Sulawesi et Papouasie occidentale, et d'autres projets sont en discussion pour établir au coeur de Bornéo une plantation de palmier à huile de 1,8 million d'hectares, qui sera la plus grande du monde.

Depuis les années 1990, la demande de produits dérivés du palmier à huile d'Europe occidentale est restée à peu près stable, tandis que celle de l'Inde, du Pakistan, de la Chine et du Moyen-Orient a explosé. Ces nouveaux marchés, comme ceux d'Europe orientale, vont se développer davantage du fait que la population de ces pays est en train d'adopter de plus en plus les habitudes de consommation 'occidentales'. D'autre part, l'huile de palme crue fait l'objet d'une forte publicité en tant que source de 'biodiesel' appropriée pour des pays tels que le Japon ou l'Europe, qui ont adopté des politiques favorables aux énergies renouvelables par suite de leurs engagements pour la mise en oeuvre le Protocole de Kyoto. La croissance de ces marchés est le moteur principal de l'expansion du palmier à huile en Asie du Sud-Est, cette région s'étant avérée attrayante pour les développeurs pour diverses raisons, dont le climat favorable, le coût relativement bas de la main-d'oeuvre, le faible prix de la terre et les plans concertés du gouvernement de développer le secteur au moyen d'une législation favorable (ou non appliquée), de prêts bon marché et d'incitations fiscales.

Les nouveaux marchés pour les biocarburants favorisent également l'augmentation des ventes d'huile de palme. Il est prévu que la demande mondiale de ce produit aura doublé d'ici à 2020, augmentant au rythme de 4 % par an (alors que l'augmentation serait de 2 % dans le cas de l'huile de soja), et les plans officiels de développement de l'Indonésie sont conçus pour que le pays obtienne une part considérable du marché.

En rassemblant les données disponibles, publiées dans les journaux ou obtenues de diverses sources, sur les plans d'utilisation des terres dans toutes les provinces, Sawit Watch a découvert que presque 20 millions d'hectares du territoire national ont déjà été proposés par les gouvernements locaux pour le développement du palmier à huile. Et, à présent, le gouvernement indonésien encourage la production de biodiesel d'huile de palme, autant pour l'exportation que pour la consommation intérieure.

Ces tendances, plans et projections sont susceptibles d'avoir de fortes répercussions sur les forêts indonésiennes et sur les populations qui en dépendent. Le défrichage en vue de la plantation de palmiers est l'une des causes principales de la déforestation du pays et des incendies de forêts ; une autre cause importante est l'exploitation du bois par les spéculateurs.

L'expansion du palmier à huile implique un changement important de l'affectation des terres et des ressources, des modifications radicales de la végétation et des écosystèmes locaux, des investissements considérables et de nouvelles infrastructures, des mouvements et des réinstallations de population, de grandes transformations du commerce local et international qui affectent les communautés locales. Celles-ci sont confrontées à de graves problèmes et la plupart d'entre elles ont des conflits d'ordre foncier avec les entreprises. Le sentiment général est qu'on leur a escroqué leurs terres, qu'on les a amenées à passer des accords par de fausses promesses et qu'on les a empêchées de participer aux décisions. Parmi les nombreuses irrégularités concernant la manière dont les entreprises ont acquis et conservé les terres, les plus importantes sont les suivantes :

* Non-reconnaissance des droits coutumiers ; * plantations établies sans permis gouvernemental ; * absence d'information aux communautés ; * accords non négociés ; * manipulation des leaders

traditionnels pour forcer les ventes ; * indemnités non payées ; * avantages promis mais non fournis ; * terres non attribuées aux petits agriculteurs, ou non aménagées ; * petits agriculteurs accablés de dettes injustifiées ; * études d'impact sur l'environnement effectuées trop tard ; * terres non aménagées dans les délais prévus ; * emploi de la coercition et de la force pour écraser la résistance communautaire ; * violations graves des droits de l'homme.

Dans certaines plantations de palmier à huile, les groupes affectés sont en train de prendre des mesures collectives pour récupérer les terres qu'on leur a enlevées de force au long des trente-deux dernières années. Ils ont réoccupé des terres, détruit des bâtiments et des moulins, rasé des plantations, poursuivi les travailleurs et ainsi de suite. Des actions de ce genre donnent aux provocateurs l'occasion d'aggraver les conflits et de semer la confusion, exacerbant la violence généralisée au niveau communal (ce qu'on appelle 'conflit horizontal') qui est devenue une caractéristique de l'ère de réformes de l'Indonésie. L'absence d'instruments pour résoudre les conflits fonciers de longue date est, pour une bonne part, à l'origine de ces problèmes.

Extrait et adapté de : "Promised Land: Palm Oil and Land Acquisition in Indonesia – Implications for Local Communities and Indigenous Peoples", nouveau rapport de Marcus Colchester, Norman Jiwan, Andiko, Martua Sirait, Asep Yunan Firdaus, A. Surambo, Herbert Pane, membres du Forest Peoples Programme, Sawit Watch, HuMA et le Centre international pour la recherche agroforestière (ICRAF), publié le 17 novembre 2006, disponible en anglais et en indonésien sur : http://www.forestpeoples.org/documents/prv_sector/oil_palm/promised_land_eng.pdf.

[index](#)

– Malaisie : le prix exorbitant d'un carburant bon marché

La Malaisie et l'Indonésie sont les plus grands producteurs du monde d'huile de palme crue pour l'exportation, mais cela leur coûte cher. D'après un rapport de 2005 des Amis de la Terre, 87 % du déboisement effectué ces derniers temps en Malaisie ont été dus aux plantations de palmier à huile. Les forêts tropicales du pays étant l'un des écosystèmes les plus riches de la planète, leur élimination représente une menace grave pour d'innombrables espèces végétales et animales.

Non seulement cette pratique est dévastatrice pour les grands animaux du pays (orangs-outans, rhinocéros et tigres de Sumatra, éléphants asiatiques, gibbons et tapirs), mais elle est la cause d'une pollution considérable. D'après les estimations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU, entre 25 et 30 pour cent des gaz à effet de serre libérés chaque année dans l'atmosphère (environ 1,6 milliards de tonnes) proviennent du déboisement.

Wetlands International a montré que la destruction des tourbières du Sud-Est de l'Asie et leur remplacement par des plantations de palmier à huile (qui couvrent 0,2 % de la superficie) sont responsables de 8 % des émissions mondiales de CO₂. Pourtant, à l'heure actuelle les tourbières qui ont été défrichées et brûlées pour y établir des plantations de biocarburants sont éligibles pour obtenir le financement du Mécanisme de développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto !

Le gouvernement malais est en train de préparer une politique nationale sur les biocarburants pour encourager la production et la consommation intérieure de biocarburants à base d'huile de palme. « Pour appuyer notre secteur producteur d'huile de palme, nous avons identifié trois 'bios' : le biogaz, la

biomasse et le biodiesel », a dit Chan Kook Weng, chercheur en chef du Conseil malais de l'huile de palme. Rien que cette année, le gouvernement a approuvé 54 projets de production de B100, un biodiesel d'huile de palme à cent pour cent. En septembre, la Malaisie a annoncé qu'elle s'était associée à des partenaires privés pour construire trois usines de production du nouveau carburant à des fins d'exportation.

La nouvelle n'est bonne ni pour la population ni pour l'environnement. « Les entreprises commencent par abattre les arbres pour vendre le bois, qui est très lucratif. Ensuite, elles brûlent tout ce qui reste sur le sol, les broussailles, les souches et la tourbe, qui brûlent parfois pendant trois ou quatre mois avant que le feu s'éteigne », dit Michelle Desilets, directrice de la fondation britannique Borneo Orangutan Survival. La coupe des arbres et le brûlage qui s'ensuit créent un nuage de fumée au-dessus de la forêt et libère dans l'atmosphère des tonnes de dioxyde de carbone, contribuant ainsi au même réchauffement planétaire que les biocarburants sont censés réduire.

« Lorsqu'un produit devient commercialisable à l'échelon mondial, les entreprises s'en mêlent », dit Tim Keating, directeur exécutif de Rainforest Relief. « Au départ, le fruit du palmier était récolté à la main, mais il suffit que les entreprises y interviennent pour qu'il y ait des défrichages massifs et de grandes plantations. »

En ce moment, l'huile de palme est utilisée surtout dans des produits alimentaires, mais si la demande de biodiesel à base d'huile de palme augmente, l'affaire va sans doute s'élargir et provoquer davantage de déboisement et de destruction d'espèces.

Bien que le biodiesel d'huile de palme ait de graves conséquences pour l'environnement, les entrepreneurs intéressés aux résultats financiers le voient comme une opportunité. Lorsqu'on ne tient pas compte des énormes coûts écologiques et sociaux qu'impliquent les plantations industrielles pour la production de biocarburant, l'huile de palme peut être vendue très bon marché aux pays riches. Mais pour les communautés locales que l'on prive ainsi de présent et d'avenir, ce biocarburant est horriblement cher.

Article fondé sur : "Malaysia to increase bio-fuel use", BBC News, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/4326284.stm> ; "Using palm oil to make biodiesel may cause more trouble than it prevents", Sarah Parsons, Plenty Magazine – 14 novembre 2006, distribué par Indonesian Nature Conservation, adresse électronique : incl.contact@gmail.com.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts

Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais

Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International

Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay

Mel: wrm@wrm.org.uy

Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

